

## Les investissements étrangers vers la région MEDA ont encore accéléré en 2006

Pierre Henry, Chargé d'études, Réseau ANIMA  
Bénédict de Saint-Laurent, Invest in France-ANIMA

Février 2007

Alors qu'elle constituait au début des années 2000 une zone oubliée sur la carte des investisseurs mondiaux (1% des IDE<sup>1</sup> pour près de 4% de la population de la planète), **la région MEDA<sup>2</sup> revient progressivement en grâce** et voit son attractivité économique renforcée d'année en année.

### Le constat

Quelle que soit la source (CNUCED-WIR ou observatoire ANIMA-MIPO), la progression des IDE est très sensible depuis plusieurs années :

- Selon la CNUCED, qui comptabilise des flux macro-économiques enregistrés dans les comptes extérieurs des pays, les IDE constatés vers la région MEDA sont passés d'une **dizaine de milliards d'US\$ en 2000** à une **trentaine en 2005** –et devraient même dépasser **40 milliards en 2006** (voir Figures 1 et 2) ;

<sup>1</sup> IDE : investissement direct étranger

<sup>2</sup> Les pays MEDA, ou pays partenaires méditerranéens de l'Union Européenne, sont les suivants : Algérie, Autorité Palestinienne, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie. Malte et Chypre ont accédé à l'UE le 1er mai 2004. La Libye a un statut d'observateur.

### Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

Figure 1. Evolution des montants d'IDE sur 10 ans sur 3 pays-cibles (source : CNUCED, World Investment Report, en millions d'US\$)

Flux d'IDE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 <sup>1</sup>
Egypte	887	1 065	2 919	1 235	510	647	237	2 157	5 376	5 300
Maroc	1 188	417	1 376	423	2 808	428	2 429	1 070	2 933	2 300
Turquie	805	940	783	982	3 266	1 037	1 752	2 837	9 681	17 100
<b>Total</b>	<b>2 880</b>	<b>2 422</b>	<b>5 078</b>	<b>2 640</b>	<b>6 584</b>	<b>2 112</b>	<b>4 418</b>	<b>6 064</b>	<b>17 990</b>	<b>24 700</b>
Δ en %		-16%	110%	-48%	149%	-68%	109%	37%	197%	37%

<sup>1</sup> données provisoires publiées mi- janvier 2006

Figure 2. Evolution des montants d'IDE vers la région MEDA (en mln US\$, CNUCED pour 1997-2005 et sources diverses pour 2006)

Flux d'IDE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Algérie	260	501	507	438	1 196	1 065	634	882	1 081	3 000 <sup>1</sup>
Chypre	491	264	685	804	652	297	891	1 079	1 166	n. a
Egypte	887	1 065	2 919	1 235	510	647	237	2 157	5 376	5 300 <sup>2</sup>
Israël	1 628	1 760	2 889	4 392	3 044	1 648	3 745	1 619	5 587	13 200 <sup>3</sup>
Jordanie	361	310	158	787	100	56	436	651	1 532	1 500 <sup>4</sup>
Liban	150	200	250	298	249	257	2 860	1 899	2 573	1 000 <sup>1</sup>
Malte	81	267	822	652	314	-375	958	309	562	n. a
Maroc	1 188	417	1 376	423	2 808	428	2 429	1 070	2 933	2 300 <sup>2</sup>
A. Palestine	149	58	19	76	51	41	n. a.	3	n. a.	n. a.
Syrie	80	82	263	270	205	225	180	275	500	2 000 <sup>1</sup>
Tunisie	365	668	368	779	486	821	584	639	782	1 500 <sup>1</sup>
Turquie	805	940	783	982	3 266	1 037	1 752	2 837	9 681	17 100 <sup>2</sup>
Total MEDA-12	6 445	6 532	11 039	11 136	12 881	6 147	14 706	13 420	31 773	46 900
<b>MEDA-10</b>	<b>5 873</b>	<b>6 001</b>	<b>9 532</b>	<b>9 680</b>	<b>11 915</b>	<b>6 225</b>	<b>12 857</b>	<b>12 032</b>	<b>30 045</b>	<b>46 900</b>
MEDA-9 sans Israël	4 245	4 241	6 643	5 288	8 871	4 577	9 112	10 413	24 458	33 700

<sup>1</sup> Estimation ANIMA d'après les annonces officielles extrapolées

<sup>2</sup> Chiffres UNCTAD publiés le 10 janvier 2007

<sup>3</sup> Chiffres Israel Trade publiés en janvier 2007

<sup>4</sup> Estimation EDC

### Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

- Selon ANIMA (Observatoire MIPO, existant depuis 2003 et complétant un observatoire européen de l'AFII), qui comptabilise des données micro-économiques (collecte des projets individuels des investisseurs), les flux annoncés<sup>3</sup> augmentent dans la même proportion (cf. Figure 3 ci-après).

Figure 3. Flux d'IDE annoncés vers les pays MEDA (en millions d'euros. Source ANIMA-Observatoire MIPO)

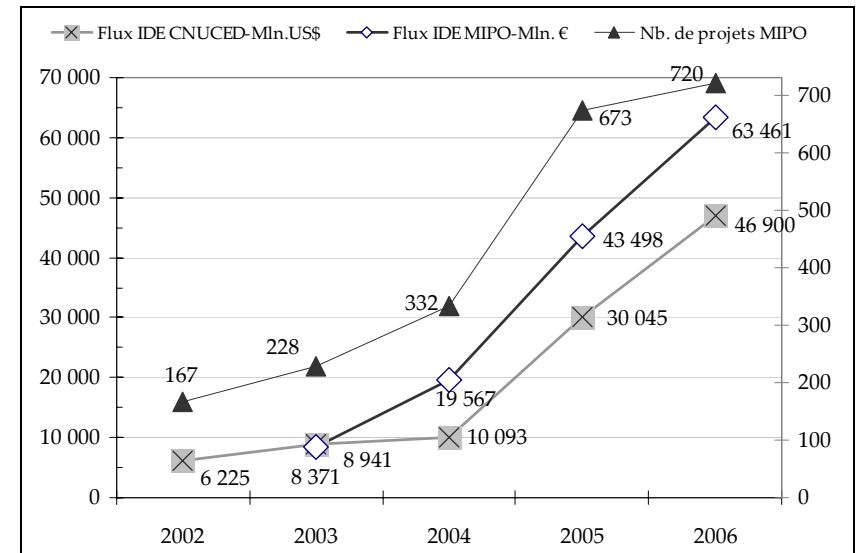
Pays de destination	2003	2004	2005	2006
Algérie	2 204	6 355	3 493	6 747
Chypre	-	1	408	152
Égypte	477	2 504	8 922	14 524
Israël	1 153	131	5 922	11 742
Jordanie	111	2 027	1 244	3 094
Liban	414	844	610	1 047
Malte	1	-	14	367
Maroc	3 225	4 261	2 430	5 309
Autorité Palestinienne	10	80	1	289
Syrie	100	434	2 982	5 249
Tunisie	95	217	998	3 969
Turquie	582	2 712	16 895	11 491
<b>Total MEDA 10</b>	<b>8 371</b>	<b>19 567</b>	<b>43 498</b>	<b>63 461</b>
<b>Total MEDA 10 + Chypre, Malte, Libye</b>	<b>8 372</b>	<b>19 567</b>	<b>43 920</b>	<b>64 162</b>

La comparaison entre flux annoncés (ANIMA-MIPO, en euros) et flux réalisés (CNUCED, en dollars) montre un décalage dans le temps (Figure 4). MIPO prend en compte un *potentiel* d'investissement, alors que la CNUCED sanctionne les *transferts effectivement constatés*.

<sup>3</sup> Il s'agit des investissements annoncés l'année n, où le promoteur du projet (ou parfois telle Commission Nationale d'Investissement) médiatise ou valide le projet –lequel sera réalisé et donnera lieu à des décaissements et des transferts financiers cette même année ou les années suivantes (année n+1 etc.). L'observatoire ANIMA-MIPO fournit donc des données d'anticipation (bien que les projets encore hypothétiques, dits « pré-projets » ne soient pas comptabilisés).

### Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

Figure 4. Comparaison des flux d'IDE annoncés vers les pays MEDA-10 (Hors Chypre et Malte. Sources CNUCED-extrapolées pour 2006- et ANIMA-Observatoire MIPO)



### La part croissante des IDE dans les revenus extérieurs

Que représentent les IDE par rapport aux autres flux financiers extérieurs alimentant la région MEDA ? Les capitaux entrants sont en forte augmentation (Figure 5). L'aide publique au développement régresse dans cette région aux revenus intermédiaires. Par contre les transferts des émigrants (doublement en 10 ans), les recettes de tourisme (triplement entre 1995 -12,5 milliards d'US\$- et 2005 -42,7 milliards) et les IDE (qui partent de plus bas, mais augmentent plus vite encore) prennent une importance croissante. En 2006, les IDE (plus de 45 milliards d'US\$) pourraient devenir la **1<sup>ère</sup> ressource extérieure de la région**.

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

Figure 5. Ordre de grandeur des principaux revenus extérieurs de la région MEDA

en million US\$	Investissement direct étranger	Revenus du tourisme	Transferts des émigrants	Aide publique au développement	Total <sup>1</sup>
Année	2005	2005	2004	2004	
Source	CNUCED	OMT	B. Mondiale	Banque Mondiale	
Algérie	1 081	178	2 460	313	3 959
Egypte	5 376	6 851	3 341	1 458	11 758
Israël	5 587	1 900	398	479	8 382
Jordanie	1 532	1 441	2 288	581	5 065
Liban	2 573	5 411	5 723	265	9 588
Maroc	2 933	4 617	4 221	706	11 012
A. Palestine	-	-	692	1 136	1 828
Syrie	500	2 130	855	110	3 250
Tunisie	782	2 063	804	328	3 450
Turquie	9 681	18 152	692	257	23 403
<b>MEDA-10</b>	<b>30 045</b>	<b>42 743</b>	<b>18 133</b>	<b>5 633</b>	<b>96 553</b>
% 2004-2005	<b>31%</b>	<b>44%</b>	<b>19%</b>	<b>6%</b>	<b>100%</b>
MEDA-10 (2003)	8 942 (2003)	24 797 (2003)	13 700 (2003)	9 235 (2002)	56 673
% 2003-2002	<b>16%</b>	<b>44%</b>	<b>24%</b>	<b>16%</b>	<b>100%</b>

<sup>1</sup> Ce total doit être considéré avec précaution, car les données agrégées portent malheureusement sur des années différentes (derniers chiffres obtenus par l'équipe ANIMA). Les recettes de privatisation sont incluses dans les IDE.

En contrepartie de ces flux entrants, les **sorties de capitaux restent importantes** (ordre de grandeur de 8 milliards d'US\$ par an pour les placements à l'étranger en provenance du Maghreb central, venant grossir un stock de 100 milliards d'US\$, selon l'IE-Med ; dividendes rapatriés par les entreprises étrangères de l'ordre de 1,5 milliard d'US\$ pour la seule Tunisie en 2004). Mais il est clair que, globalement, la région MEDA, dont le taux d'épargne reste insuffisant, bénéficie depuis peu d'un contexte favorable à l'entrée nette de capitaux extérieurs, qui viennent contrebalancer, et souvent compléter (importance des joint-ventures), la faiblesse de l'investissement productif domestique.

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

Qu'est-ce qui explique cet intérêt nouveau pour MEDA ?

Le retour en grâce d'une région longtemps déshéritée en termes d'investissement étranger tient à plusieurs facteurs :

- Les efforts réels effectués par la plupart des pays pour se réformer, adopter des lois et réglementations protégeant mieux les intérêts des entreprises, se doter de pôles logistiques ou technologiques compétitifs, entrer dans le jeu de la promotion active des territoires (cf. Figure 6 ci-après). Beaucoup reste à faire, mais la réponse du marché montre que le signal a été entendu par les investisseurs ;
- Une poussée conjoncturelle forte due à l'énergie, avec un triple effet : lancement de projets pétroliers et gaziers (exploration, gazoducs, raffineries), existence de pétrodollars volontiers réinvestis sur les rives de la Méditerranée, vastes programmes d'équipement de type algérien (80 à 100 milliards d'US\$ annoncés sur 5 ans), attirant investisseurs, capitaux et projets ;
- L'établissement ou le rachat de réseaux bancaires ou d'assurance et la création de fonds, avec des montants investis parfois considérables (Egypte, Turquie, Syrie, Algérie) ; le lancement concomitant de beaucoup de privatisations et projets de concessions, touchant en particulier en 2006 l'Egypte, la Syrie, l'Algérie (après la Turquie en 2005) ;
- Une très forte accélération (flux multipliés par 3,5) dans le domaine de l'immobilier, du BTP et du tourisme, en particulier par des investisseurs du Golfe (projets gigantesques au Maroc, en Syrie, sur la Mer Morte et la Mer Rouge etc.) ;
- Le sentiment de plus en plus fort en Europe que c'est dans l'espace du voisinage (Est de l'Europe, Méditerranée) que se trouve un potentiel de croissance et de productivité (marché, moindres coûts), plus facilement accessible que la Chine ou l'Inde, pour des PME européennes souvent exsangues ; ceci va de pair avec les délocalisations (rarement avouées en tant que

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

telles) de sous-traitants ou de sociétés de services vers la région (par exemple Axa-Maroc) ;

- Du côté de la Chine et des autres pays émergents, beaucoup d'industriels n'ayant pas froid aux yeux s'installent sans complexes sur des marchés jusqu'ici relativement protégés dans des pays comme l'Egypte ou l'Algérie (industrie lourde, chimie, métallurgie, BTP...).

Pays par pays, des cas particuliers expliquent des performances brillantes : la Turquie continue de bénéficier d'un effet d'anticipation avec son statut de pays candidat à l'Union et d'une accumulation de projets industriels (automobile, chimie, distribution etc.), témoignant, dans la partie occidentale, de la réaction en chaîne qu'est le véritable décollage économique. Israël continue avec succès de se spécialiser sur les technologies (et pas seulement les TIC). La Syrie, avec son marché de 30 millions d'habitants et sa culture industrielle, est redécouverte par les entreprises.

*Figure 6. Des mesures fortes sur l'attractivité, quelques exemples*

- Egypte : création d'un Ministère de l'Investissement (2004), couplé avec une modernisation de l'agence de promotion des investissements GAFI
- Syrie : nouvelle loi sur l'investissement étranger (2006), permettant en particulier le rapatriement des dividendes ; création d'une agence de promotion des investissements (2007)
- Chypre : création de CIPA, agence de promotion des investissements (2005)
- Turquie : création d'Invest in Turkey (2006)
- Plusieurs pays (Liban, Algérie) : nouveau code facilitant l'investissement et égalisant les conditions offertes aux étrangers et aux nationaux (2005-2006)

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

- Tunisie, Maroc, Egypte : création d'événements annuels consacrés aux IDE (Forum de Carthage, Intégrales de l'Investissement, Egypt Invest), occasions de benchmarking et d'annonces fortes sur l'attractivité (2003 à 2006)

**ANIMA**, un projet européen aujourd'hui transformé en réseau institutionnel fort 19 organisations fondatrices (agences de développement euro-méditerranéennes et patronat), **a pu accompagner et amplifier ce mouvement.**

### La faiblesse de l'investissement industriel

La distribution par type de projets en 2006 (Figure 5) témoigne d'une **part assez faible de projets de production** (création, extension ou délocalisation d'activité) : 39% en nombre de projets, mais 31% seulement en montant.

Les projets d'extension n'atteignent pas 10%, alors qu'ils représentent souvent 50% des projets dans le cas européen. 19% des projets ont une **dimension financière** (prises de participation, privatisations), mais cela représente **près de la moitié (48,6%) des montants investis**, essentiellement dans trois secteurs (acquisition de réseaux bancaires, licences de télécommunications, achat de start-ups).

Le reste du portefeuille concerne les projets commerciaux (filiales, enseignes, franchise, bureaux de représentation, soit 21% des projets, mais un montant investi peu significatif) et les projets à dimension partenariale (joint-venture, accord de distribution), avec 13,3% des projets et 7,3% des montants.

Figure 5. Nature des projets en 2006

(Source : MIPO pour MEDA-10, plus Chypre, Malte, Libye)

Type de projet	Projets	%	Flux en M€	%
Pré-projet	48	5,8%	7 349	10,0%
Création	255	30,9%	19 687	26,8%
Extension	59	7,1%	2 990	4,1%
Délocalisation	10	1,2%	2	0,0%
Prise de participation	125	15,1%	28 301	38,5%
Privatisation et concession	31	3,8%	7 382	10,1%
Filiale, succursale	130	15,7%	422	0,6%
Enseigne, magasin, franchise	17	2,1%	0	0,0%
Bureau de représentation	26	3,1%	0	0,0%
Partenariat, joint-venture	110	13,3%	5 377	7,3%
Fourniture	15	1,8%	1 934	2,6%
<b>Total</b>	<b>826</b>	<b>100,0%</b>	<b>73 445</b>	<b>100,0%</b>
<b>Dont IDE <sup>1</sup></b>	<b>720</b>	<b>87,2%</b>	<b>64 162</b>	<b>87,4%</b>

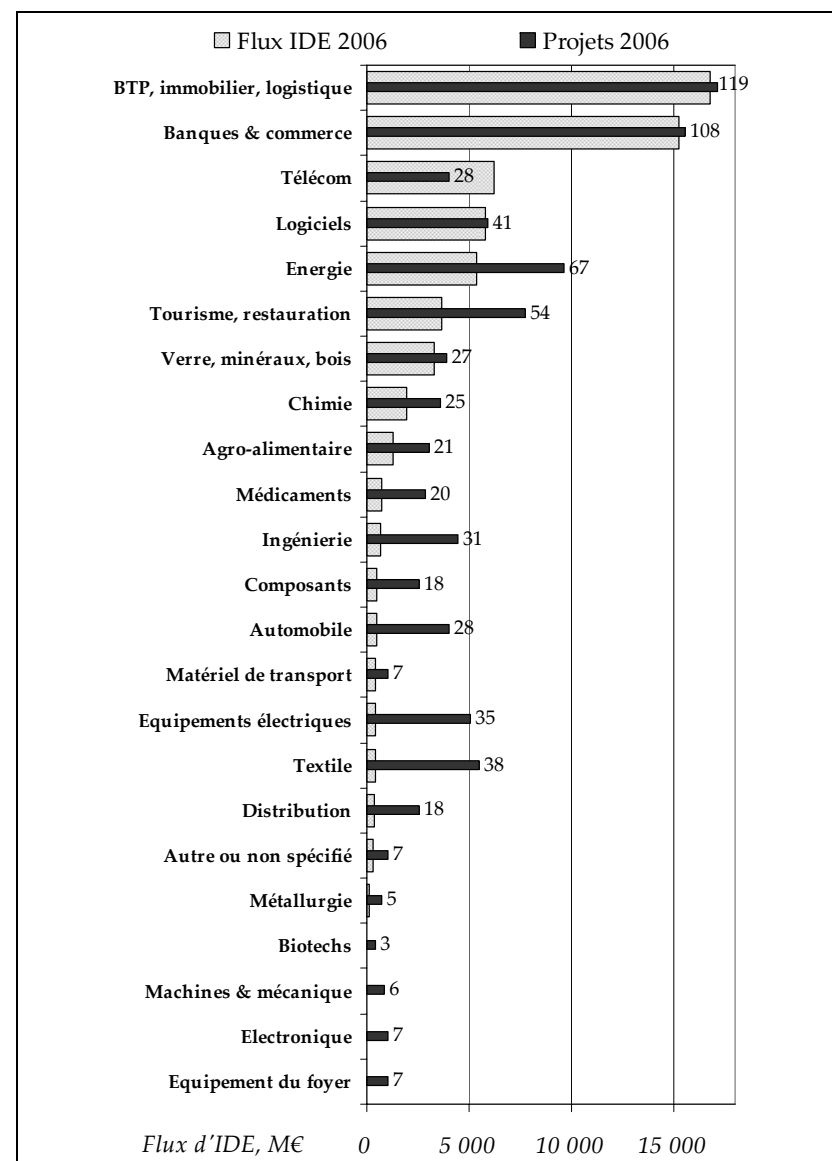
<sup>1</sup> Les pré-projets, enseignes, magasins, franchises, bureaux de représentation contrats de fourniture ne sont pas comptabilisés dans les IDE

### Secteurs : immobilier et banques en tête

L'analyse par secteur confirme l'importance des projets à caractère *financier* ou de *rente* (Figure 6). Les 7 secteurs majeurs sont en ordre décroissant : **l'immobilier et le transport** (119 projets et 16,8 milliards d'euros), les **banques** (107 projets et 15,3 milliards d'euros), les **télécommunications** (28 projets et 6,2 milliards d'euros), les **logiciels et prestations informatiques** (42 projets et 5,8 milliards d'euros), **l'énergie** (67 projets et 5,4 milliards d'euros), le **tourisme** (54 projets et 3,6 milliards d'euros), enfin les **cimenteries et autres minerais ou matériaux** (27 projets et 3,3 milliards d'euros). Tout ceci laisse assez peu de place aux secteurs industriels non rentiers, si ce n'est la chimie, l'agro-alimentaire et les médicaments –ces deux derniers secteurs progressant par rapport à 2005.

Figure 6. Les secteurs des IDE 2006 vers MEDA

(Sources : ANIMA-MIPO, flux en millions d'euros et nombre de projets)



### L'arrivée de très gros opérateurs

Le portefeuille des investissements annoncés en 2006 inclut 54 *méga-projets* de plus de 500 millions d'euros. Il y en avait 30 en 2005. La course à la taille s'accélère donc...

Le portefeuille contient également 99 projets *majeurs* (100 à 500 millions d'euros), contre 73 en 2005 et 51 projets *importants* (50 à 100 millions d'euros), contre 36 en 2005. Sur les 720 projets fiables d'IDE détectés en 2006, 204 dépasseraient ainsi le seuil des 50 millions d'euros. Les 516 projets restants concernent 119 projets *standards* (10 à 50 millions d'euros), 130 créations de filiales sans apport financier important et 267 projets le plus souvent modestes (partenariats, IDE de moins de 10 millions d'euros).

Selon MIPO, qui détient cette information dans plus de la moitié des cas<sup>4</sup>, la taille moyenne des projets augmente encore : 92 millions d'euros par projet en 2006, contre 64 millions d'euros en 2005 (et une trentaine en 2003). Cela confirme l'arrivée de très gros acteurs, mais aussi une tendance, déjà signalée en 2005, au gigantisme de projets immobiliers et touristiques («mega-resorts», nouveaux centres urbains) parfois contestables en termes de durabilité<sup>5</sup>, d'environnement, de diversité urbaine et sociale.

<sup>4</sup> Cas où le montant d'IDE est mentionné de façon explicite. En fait, en tenant compte du secteur ou de la nature des projets, la taille est connue dans 75% des cas (un bureau de consultant ou une filiale administrative correspondent à de très faibles investissements, en général)

<sup>5</sup> Les investisseurs cherchent un retour élevé, avec des risques faibles (sécurités constituées par les murs), un impact environnemental vite évalué, une maturité courte– bref, l'inverse de ce dont la région a besoin...

### Le Golfe détrône l'Europe comme 1<sup>er</sup> investisseur

Dans les IDE entrants vers MEDA, la part de l'Europe n'est plus majoritaire (42% des projets et seulement 21% des montants). Celle de l'Amérique du Nord (1/4 du marché) est croissante depuis 2003, énergie oblige. Mais la surprise vient des **pays du Golfe et autres pays MENA**<sup>6</sup>, qui **deviennent le premier investisseur en montants**, devançant l'Asie (en croissance avec 8%) et les pays MEDA eux-mêmes (2,4%). En moyenne sur 2005-2006, 50% des flux d'IDE viennent des pays développés (Europe et USA) et 50% de nouveaux acteurs (dont 2/3 du Golfe et 1/3 d'autres pays émergents).

Figure 7. Les régions d'origine des IDE 2006 vers MEDA

(Sources : ANIMA-MIPO, en nombre de projets et montant en millions d'euros)

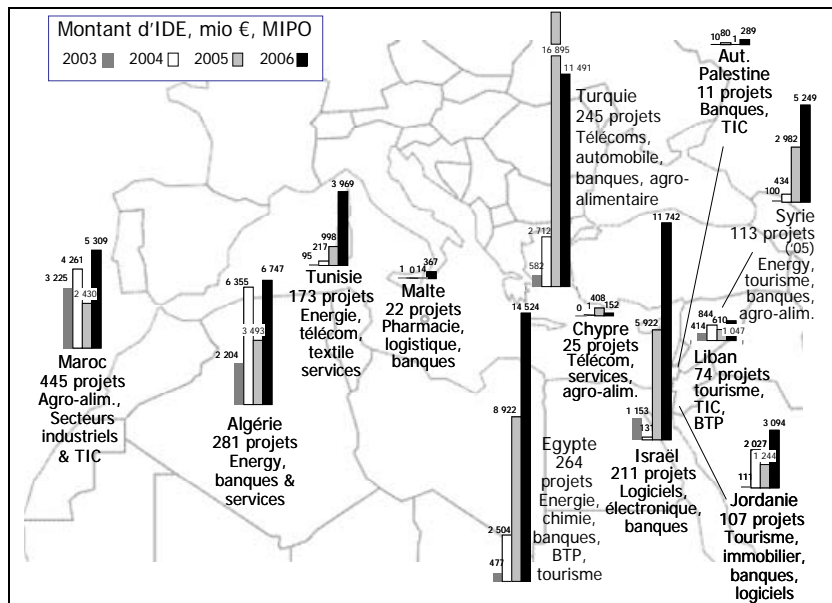
En nombre de projets par région d'origine	Projets 2006	% Projets 2006	% Projets 2005	% Projets 2004	% Projets 2003
UE-27 + AELE	303	42,1%	64%	56%	50%
USA /Canada	131	18,2%	17%	16%	18%
Golfe et autres pays MENA	160	22,2%	8%	12%	15%
MEDA-10	39	5,4%	3,9%	4,1%	5,1%
Asie-Océanie	53	7,4%	4,3%	8,2%	7,0%
Mexique, Brésil, Russie, RSA	6	0,8%	1,3%	1,5%	1,9%
Autres pays	28	3,9%	2,1%	2,0%	2,8%
<b>Total</b>	<b>720</b>	<b>100,0%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
En millions d'euros par région d'origine	Flux 2006	% Flux 2006	% Flux 2005	% Flux 2004	% Flux 2003
UE-27 + AELE	13 281	20,7%	46%	56%	42%
USA /Canada	17 009	26,5%	28%	10%	16%
Golfe et autres pays MENA	25 135	39,2%	10%	19%	28%
MEDA-10	2 107	3,3%	13,7%	0,4%	3,3%
Asie-Océanie	5 112	8,0%	0,0%	5,4%	4,8%
Mexique, Brésil, Russie, RSA	91	0,1%	0,0%	9,0%	5,3%
Autres pays	1 426	2,2%	2,2%	0,4%	0,7%
<b>Total</b>	<b>64 162</b>	<b>100,0%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

<sup>6</sup> MENA = Middle East North Africa (pays arabes non MEDA, plus Iran).

### Accélération au Proche-Orient

Malgré un contexte géopolitique qui reste difficile, mais qui a surtout touché en 2006 le Liban (où les investisseurs étaient très fortement revenus au 1<sup>er</sup> semestre 2006), la **région du Proche-Orient réalise une performance remarquable en termes d'IDE annoncés** (Figure 8). L'Égypte, destination appréciée des émirs, dépasse la Turquie où l'effet d'anticipation de l'intégration européenne continue de jouer et Israël, qui bat tous ses records de ventes de sociétés de développement informatique. La Syrie et la Jordanie ne sont pas en reste. Le Maghreb, lui aussi, double les annonces d'IDE par rapport à 2005.

Figure 8. Destination des IDE 2003-2006 en nombre de projets, en secteurs principaux et en montant (Source : ANIMA-MIPO)



### Le palmarès des plus gros projets

Il est possible de consulter la base détaillée des projets détectés par l'observatoire MIPO d'ANIMA sur [www.animaweb.org](http://www.animaweb.org). Pour en donner un avant-goût, la Figure 9 répertorie les projets annoncés d'un montant supérieur à un milliard d'euros, lesquels ne sont pas nécessairement les plus intéressants ni les plus significatifs<sup>7</sup>.

Figure 9. Les 26 projets supérieurs à un milliard d'euros annoncés en 2006 (Source ANIMA-MIPO)

- Égypte : l'entreprise émiratie Damac lance sur la Mer Rouge son projet Gamsha Bay pour un investissement prévu de 16 milliards US\$
- Égypte : le groupe émirati Dubai Ports World envisage d'investir dans plusieurs projets en Égypte, y compris un nouveau port et terminal commercial à Eastern Port Saïd
- Algérie : le groupement chinois CITIC/CRCC gagne un appel d'offres pour deux sections de l'autoroute est-ouest (montant de 6,9 milliards de dollars)
- Algérie : Cojaal - consortium japonais avec Itochu - gagne un appel d'offres pour une section de l'autoroute est-ouest (montant de 5,9 milliards de dollars)
- Turquie : les coréens Rotem et Hyundai investiront avec leurs partenaires locaux 10 milliards d'USD dans la JV Eurotem, un nouveau fabricant de matériel ferroviaire
- Tunisie : le groupe émirati Bukhater commencera en 2007 la réalisation de "Tunis Sports City", un super complexe de 5 milliards d'US\$ dont on attend la création de 40 000 emplois
- Jordanie : Horizon Development, basée à Beyrouth, lance un projet de rénovation urbaine de 5 milliards d'US\$ sur 10 ans à Aqaba
- Israël : le géant américain HP va acquérir Mercury Interactive Corporation pour 4,5 milliards de dollars
- Israël : Warren Buffett a racheté 80% de la société israélienne Iscar Ltd. via sa société d'investissement Berkshire Hathaway pour 4 milliards d'US\$

<sup>7</sup> Ces projets gigantesques concernent 3 secteurs : immobilier/tourisme, finance, télécommunications. Dans la base MIPO, ils sont comptabilisés à la hauteur de l'IDE annoncé, divisé par le nombre d'années de mise en œuvre du projet (souvent 3 à 10 ans pour les projets immobiliers).

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

- Algérie : le groupe émirati Dubaï Aluminium projette la construction de la première tranche d'un complexe de fonderie près de Jijel pour 3,6 milliards d'USD
- Turquie : l'américain Citigroup a signé des accords pour prendre 20 % d'Akbank, une des principales institutions financières du pays, pour 3 milliards de dollars
- Égypte : l'émirati Etisalat a acheté une licence télécom égyptienne pour 2,9 milliards de dollars
- Turquie : la banque nationale de Grèce (Ethniki Bank) a racheté 46% de la banque turque Finansbank, pour un montant de 2,3 milliards d'euros
- Maroc : le groupe émirati Al Qudra a signé des accords avec Adoha et Samed et ambitionne d'investir 2,72 milliards d'US\$ sur 10 ans
- Syrie : le groupe émirati Universal Investment Group ambitionne de construire une cité Internet en Syrie pour 2,7 milliards de dollars
- Turquie : le français Dexia a annoncé l'acquisition de 75% de DenizBank, la 10ème banque turque, pour un montant de 2,44 milliards de dollars
- Tunisie : l'émirati Tecom-Dubaï Investment Group a acquis 35% du capital de l'opérateur public tunisien Tunisie Télécom pour environ 1,8 milliard d'euros
- Égypte : l'italien Sanpaolo IMI acquiert 80% du capital de la Banque d'Alexandrie pour 1,6 milliard de dollars
- Maroc : le groupe émirati Dubai Holding réalise l'aménagement de la vallée du Bouregreg (Projet Amwaj) pour 2 milliards de dollars
- Égypte : le groupe jordanien Shaheen va investir 2 milliards d'US\$ pour construire "Serrenia", un complexe touristique à Sahl Hasheesh sur la Mer Rouge
- Tunisie : le groupe émirati Emaar Properties va investir 1,88 milliard de dollars dans le projet de Marina d'Al Qussor près d'Hergla
- Tunisie : Qatar Petroleum emporte le contrat BOO de la raffinerie de Shkira dont le coût estimé est de 1,872 milliard d'USD
- Maroc : le groupe émirati Emaar va investir 1,55 milliards US\$ dans l'aménagement de la corniche de Rabat (projet Saphira)
- Israël : le géant américain SanDisk se paye l'entreprise israélienne M-Systems Ltd pour 1,55 milliard de dollars
- Syrie : la compagnie koweïtienne d'investissement "Noor" construira une raffinerie à Deir Ezzor pour près de 1,5 milliard d'US\$ sur 4 ans
- Maroc : le groupe émirati Emaar Properties va investir 1,4 milliard de dollars sur le site touristique d'Oukaïmeden, la seule station de ski africaine

## Les investissements étrangers dans la région MEDA en 2006

Se servir de ces résultats pour aller vers une meilleure croissance économique

Ce constat sur les IDE 2006 vers la région MEDA confirme la **nouvelle attractivité** de la partie la plus pauvre du bassin méditerranéen. Il faut s'en réjouir. La *quantité* semble enfin présente, reste à travailler à l'avenir sur la *qualité* des IDE. Outre le capital investi, deux critères devraient intéresser les pays et leurs agences de développement économique : 1. la création d'emplois et 2. le multiplicateur économique ou effet de levier -c'est-à-dire l'impact direct et indirect tangible du projet (combien d'euros d'activité créée localement dans la chaîne clients-fournisseurs pour chaque euro investi ?).

Dans cette optique, il est urgent d'orienter l'action des gouvernements vers toute mesure permettant de :

- **sécuriser l'activité des PME**, étrangères ou nationales, et donc la création d'un tissu industriel plus dense, plus professionnel, mieux intégré ;
- favoriser l'investissement dans les **infrastructures nécessaires à l'activité économique** ;
- définir des priorités industrielles réalistes et servant de base à un **marketing des territoires fortement ciblé** <sup>8</sup> ;
- rechercher des investissements socialement responsables et durables, susceptibles de mettre en valeur, tout en les protégeant, les **richesses humaines et naturelles** de cette région fragile qu'est l'espace sud et est-méditerranéen.

---

<sup>8</sup> Avec des secteurs variables selon les pays (TIC, pétrochimie, industrie légère, agro-alimentaire, biens de consommation, services aux entreprises, sous-traitance etc.)